

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

Dans ma circonscription, monsieur l'Orateur, beaucoup de jeunes Canadiens aimeraient pouvoir posséder leur propre maison, mais ils se rendent compte que c'est chose impossible. Si le gouvernement stimulait l'industrie de la construction domiciliaire, quel effet cela aurait-il sur l'économie de ma circonscription? Combien de nouveaux emplois seraient ainsi créés, ai-je demandé au ministre de l'Emploi et de l'Immigration? Qu'advierait-il de l'usine Hotpoint d'Orangeville qui fabrique des matériaux de construction? Que ferait-il pour l'usine de la GSW à Fergus? Que se passerait-il dans les usines de fabrication de meubles de ma circonscription.

M. Nielsen: Et à Winnipeg?

M. Beatty: . . . et à Winnipeg aussi. Qu'arriverait-il si nous stimulions l'industrie de la construction et de l'ébénisterie au Canada? Comment pourrions-nous créer des emplois permanents plus vite qu'en accordant des stimulants économiques aux Canadiens, le premier étant la réalisation du rêve de tout Canadien de posséder sa propre maison? Il est évident qu'à cause de la politique du parti libéral alors dans l'opposition, politique sanctionnée par le Nouveau parti démocratique, les Canadiens ont été privés de ce droit et des millions de jeunes Canadiens ne pourront jamais posséder leur propre maison.

A mon avis, il nous importe de poser ces questions lorsque nous étudions une mesure qui n'est autre chose qu'une solution de replâtrage même si à court terme, elle permettra de créer 50,000 nouveaux emplois. Quelle était la politique du ministre et de ses collègues quand ils étaient dans l'opposition? Que s'est-il passé quand nous leur avons demandé d'appuyer nos initiatives en vue de stimuler l'industrie au Canada et de créer de nouveaux emplois? Qu'ont-ils fait le soir du 13 décembre, lorsqu'il s'est agi de voter sur une disposition budgétaire qui aurait eu pour effet de créer des obligations de développement pour la petite entreprise?

Dans le mini-budget qu'il a présenté la semaine dernière, on constate que le ministre des Finances (M. MacEachen) s'est rendu compte que la disposition figurant dans le budget du 13 décembre aurait donné aux petites entreprises de ma circonscription et d'ailleurs au Canada la possibilité d'emprunter à des taux d'intérêt moins élevés. En somme, elle aurait subventionné les taux d'intérêt pour les petites entreprises.

Où étaient le ministre et ses collègues alors? Où étaient les députés néo-démocrates? Dans ce budget, nous proposons des mesures qui auraient stimulé le secteur de la petite entreprise, lequel est le principal employeur dans ma circonscription et dans le pays tout entier. Plusieurs mois après, le ministre des Finances vient de comprendre que cette mesure était fort sensée et qu'elle aurait aidé les petits hommes d'affaires.

Monsieur l'Orateur, à vous qui êtes un homme raisonnable, je pose la question: le sort des chefs de petites entreprises de ma circonscription n'aurait-il pas été meilleur si, au lieu de forcer la tenue d'élections inutiles, au coût de 50 millions de dollars, au lieu de bloquer ces mesures, le parti libéral avait décidé de les appuyer et de permettre leur application?

Le ministre nous a empêchés, par son vote, de prendre ces mesures et de secourir les petites entreprises. Les faillites dans ce secteur atteignent cette année un taux sans précédent. Dans chaque circonscription, les chefs de petites entreprises et les agriculteurs qui dirigent de petites exploitations familiales sont plus nombreux que jamais à quitter. Les saisies de maisons atteignent des chiffres jamais vus.

Si le ministre de l'Emploi et de l'Immigration avait vraiment voulu défendre les intérêts des chefs de petites entreprises et des familles, s'il avait voulu créer des emplois dans notre pays, il aurait dû se prononcer en faveur de notre budget. En effet, ce budget aurait permis aux entreprises de notre pays de continuer à tourner; il aurait stimulé l'économie et aurait permis aux Canadiens de créer les biens et les services si nécessaires à notre population jeune et en plein essor.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, on est peut-être obligé d'appliquer des mesures de replâtrage quand un million de Canadiens sont sans emploi. Mais je vous dirai que la seule façon dont nous puissions en tant que députés considérer des mesures de ce genre est de les examiner dans le cadre de l'ensemble de la politique économique du gouvernement.

• (1530)

Lorsque le ministre a pris la parole en faveur de ce bill à l'étape de la seconde lecture, je lui ai demandé après qu'il eut terminé son intervention s'il pouvait nous donner davantage de détails sur les mesures de création d'emplois qui vont être instaurées et nous dire en quoi elles diffèrent des propositions de l'ancien gouvernement conservateur. Le ministre a alors refusé de répondre. Sa responsabilité envers le Parlement et la population canadienne est de faire savoir, je crois, quelles sont les mesures qu'il envisage en plus de celles qui sont déjà en vigueur pour s'attaquer aux racines du problème du chômage chronique auquel doit faire face actuellement la société canadienne et qui touche particulièrement les jeunes. La moitié des chômeurs canadiens à l'heure actuelle sont des jeunes, ne l'oublions pas, monsieur l'Orateur. Le taux de chômage parmi les jeunes est le double de celui des Canadiens plus âgés. Je crains fort que si la première expérience qu'auront les jeunes gens du monde du travail se résume à se faire dire qu'on n'a pas besoin de leurs services, une telle situation pourrait avoir de sérieuses répercussions sur leur attitude future envers le travail. En dehors de ces mesures de rafistolage, qu'est-ce que ce gouvernement propose de faire pour résorber le chômage particulièrement parmi les jeunes Canadiens et les autochtones?

Il y a une chose à mon avis, monsieur l'Orateur, que nous devons reconnaître lorsque nous traitons de la question du chômage. Rien n'illustre plus clairement peut-être la différence d'attitude à l'égard du chômage entre le gouvernement actuel et le précédent ou entre le Nouveau parti démocratique et le Parti conservateur que notre attitude envers la création d'emplois. Dans notre parti, nous estimons que le secteur privé devrait jouer un rôle moteur dans la croissance de l'économie; nous croyons que l'on devrait aider le secteur privé à offrir des emplois à long terme, bien rémunérateurs et permanents et non pas adopter de telles mesures de rafistolage. Les projets présentés ne devraient pas occasionner de dépenses accrues pour le gouvernement fédéral, ils devraient avoir des effets à long terme et non pas se solder par des mises à pied après quelques semaines de travail.

Si nous voulons vraiment nous attaquer aux racines du chômage au Canada, il nous faudra le faire dans le secteur privé. Il nous faudra permettre au secteur privé de prendre de l'expansion afin qu'il puisse fournir les emplois dont le besoin se fait si désespérément sentir aujourd'hui. Il ne suffit pas de proposer des palliatifs ou des emplois à court terme comme le fait le bill à l'étude. Nous avons besoin d'emplois permanents,